

SECTEUR MARITIME

(Direction du Budget, 1977-1995)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Estelle Baudet

1^{ère} édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2023

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Mer.....	7
Ports autonomes.....	8
Transport maritime.....	9

Référence

B-0070505/1 - B-0070523/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Secteur maritime.

Dates extrêmes

1977-1995

Noms des principaux producteurs

Direction du Budget, bureau 4B (transports)

Importance matérielle

19 boîtes, soit 2,51 mètres linéaires

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 31 octobre 1996 portant la référence PH 129/96.

Historique du producteur

A l'issue de la Première Guerre mondiale, les comptes de l'État souffrent d'une désorganisation générale. Le Parlement, marquant un intérêt renforcé pour le volet financier de la décision publique, établit une distinction entre l'approche budgétaire et l'approche comptable du budget de l'État. C'est pourquoi, en 1919, la comptabilité administrative de l'État au niveau central est confiée à une nouvelle direction, la direction du budget et du contrôle financier (DBCF), tandis que son suivi au plan local (trésoreries générales) est dévolu à la direction de la comptabilité publique, qui perd son statut de direction générale. La DBCF est en fait créée en deux étapes : d'abord sous la seule forme d'un poste de directeur (loi du 20 octobre 1919), puis à partir du bureau central et du budget de la direction de la comptabilité publique, qui assurait avant 1914 la préparation et le contrôle de l'exécution du budget (décrets des 7 et 15 novembre 1919). La DBCF se développe jusqu'au milieu des années 1930 et partage avec la direction du mouvement général des fonds la conduite de la politique économique de la France. Elle reçoit la tutelle du contrôle des dépenses engagées, dont la comptabilité a été prescrite dans chaque ministère par l'article 59 de la loi de finances

pour 1891. En vertu de cette prérogative, elle peut exercer le contrôle préalable et donner un avis sur les projets de budget (loi du 10 août 1922, art. 4). Cette loi du 10 août 1922, dite loi Marin, dessaisit les ministères dépensiers de leur propre contrôle au profit de celui, exclusif, de l'administration des finances (art. 2). Au milieu des années 1930, la très grave crise financière exige une intervention de l'État plus active dans la vie économique. Le concept d'économie nationale semble traduire une nouvelle perspective, dont l'objectif majeur serait de soumettre l'activité économique à une finalité sociale. A cette occasion, la DBCF perd une partie de ses missions (décret du 14 novembre 1936). Recentrée, avec seulement quatre bureaux, sur la préparation du budget, le contrôle budgétaire et les écritures budgétaires, elle devient direction du budget et cède à cette occasion le contrôle des dépenses engagées du ministère des finances à l'inspection générale des finances ; le contrôle des administrations financières à un secrétariat général ; le contrôle des collectivités locales, offices et entreprises subventionnées, à une direction du contrôle financier et des participations publiques. Après la Libération, le développement croissant du rôle de l'État dans l'économie nationale fait de la direction du budget un instrument de conception de la politique du gouvernement. L'article 8 de la loi du 6 août 1955 attribue des pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale au ministre des finances : il est chargé de contresigner seul les textes prévus pour l'exécution matérielle du budget, dont le projet est établi par ses propres services (décret du 19 juin 1956). Enfin, la direction du budget joue un rôle majeur dans la préparation et la rédaction des textes de mise en œuvre des dispositions constitutionnelles relatives au mode de présentation du budget de l'État (décret du 19 juin 1956 et ordonnance du 2 janvier 1959). L'arrêté du 26 septembre 1966 instaure six sous-directions à la direction du budget : deux sous-directions à compétence générale sont chargées des synthèses budgétaires et de la fonction publique, et quatre sous-directions sectorielles se répartissent le contrôle des budgets des départements ministériels (arrêté du 23 octobre 1976). Parmi ceux-ci la gestion des affaires européennes tient une place grandissante (arrêté du 20 juillet 1989), impliquant une nouvelle adaptation structurelle, par la création d'une septième sous-direction (arrêté du 25 février 1992). En 2004, c'est par bureaux sectoriels que le nouvel organigramme de la direction et de ses services (arrêtés du 8 novembre 2004) ventile des programmes et des missions, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF) qui révolutionne le cadre d'élaboration du budget de l'État et accroît la transparence des documents budgétaires rédigés par la direction du Budget. Ces bureaux assurent également la synthèse des travaux budgétaires relatifs aux ministères ou organismes correspondants à ces programmes et missions.

Si les missions de la direction du budget restent aujourd'hui inchangées, l'histoire de la direction du Budget est marquée par de grandes dates, souvent liées à l'histoire économique et financière française, comme par exemple le plan de relance de l'économie en 2009-2010 ou l'adoption et la mise en œuvre de la nouvelle gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) en 2012.

Évaluation, tris et éliminations

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Thématique

Présentation du contenu

Ce versement comporte des documents relatifs au secteur de la mer. On y trouve des dossiers traitant de procédure budgétaire et de préparation des lois de finances entre 1990 et 1994, de travaux législatifs ou réglementaires, de suivi d'organismes (dont les ports autonomes) ou de compagnies maritimes.

Indexation

Préparation budgétaire

Mer

Port maritime

Transport maritime

B-0070505/1 – B-0070512/1, B-0070515/1 – B-0070517/2

Mer.

1977-1994

B-0070505/1 – B-0070508/1, B-0070517/2

Procédure budgétaire.

1977-1994

B-0070505/1

Projet de loi de finances (PLF), loi de finances rectificative (PLFR) 1993.

1992-1993

B-0070506/1

Projet de loi de finances, loi de finances rectificative 1991 ; PLF, dossier d'arbitrage, loi de finances rectificative 1992.

1992

B-0070507/1Projet de loi de finances, perspectives, conférence de 1^{ère} phase, 2^e phase, dossier d'arbitrage (1990 et 1994) ; budget de la mer, projection triennale 1994-1996 (1993).

1990-1994

B-0070508/1

Association pour la gérance des écoles maritimes et aquacoles (AGEMA), comptes financiers et budget, taxe d'apprentissage (1988-1993) ; société nationale de sauvetage en mer (SNCM), statuts et budgets, subventions, amendement du budget, questions écrites concernant le budget de la SNCM (1977-1987).

1977-1993

B-0070517/2

Cour des comptes, vérification des exercices 1990 à 1992 du centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (1993) ; rapport sur le bilan budgétaire de l'application de la loi d'autonomie portuaire (1990).

1990-1993

B-0070511/1

Ministère de la mer. - Gestion prévisionnelle des effectifs (1990) ; contrôles des emplois-mer (1988-1992) ; personnels du ministère de la mer (1992-1993) ; indemnités des agents contractuels du cabinet (1992) ; réorganisation du secrétariat à la mer, administration centrale et services extérieurs (1992-1993) ; contentieux (1992-1994).

1988-1994

B-0070512/1

Réglementation, aide médicale en mer (1983-1987) ; navires et engins flottants abandonnés (1983-1992) ; action de l'État en mer, services publics en mer, sécurité maritime (1985-1994) ; épaves, naufrages, administration des épaves (1984-1994) ; pouvoir de police et de contrôle en mer (1994) ; système mondial de détresse et de la sécurité en mer (SMDSM) (1991-1992).

1982-1994

B-0070515/1

Rémunération des services rendus en mer pour le service de l'État (1984-1994) ; mission interministérielle de la mer (MIM) (1986-1989) ; limitation des responsabilités maritimes (1987-1988) ; prévention mer (1990-1993) ; financement du projet Eurocèdre (1992) ; amendements au projet de loi complétant la loi n° 96-441 du 20 mai 1969 relative aux transports maritimes d'intérêt national (1992) ; convention des Nations Unies sur le droit de la mer, projet de loi autorisant ladite convention (1992-1994) ; pollutions marines (1984-1994) ; code de conduite des conférences maritimes (1984-1987).

1984-1994

B-0070516/1

Loi Littoral (1990-1992) ; schéma de mise en valeur de la mer (1986-1989) ; mise en place des unités de surveillance du littoral, comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) (1992-1994) ; déconcentration des crédits d'équipement, dotation générale de décentralisation au titre des ports (1991-1992) ; réforme de la domanialité, rapport Querrien (1992-1994) ; déconcentration (1992-1994).

1986-1994

B-0070517/1

Contrat de plan État-région (CPER) (1989-1994) ; desserte Dom-Tom (1984-1986) ; bateau Marion Dufresne 2, navire de recherche océanographique (1992-1993) ; pétrolier Provence (1994)

1983-1994

B-0070509/1 – B-0070514/1

Ports autonomes.

1981-1995

B-0070509/1

Procédure budgétaire, approbation des comptes des ports du Havre, Rouen, Nantes, Saint-Nazaire et de la Guadeloupe (1985-1989) ; approbation des états prévisionnels des recettes et des dépenses des ports autonomes maritimes (EPRD) (1990-1994) ; rapport sur les comptes financiers 1992 et la perspective 1993 des ports autonomes maritimes ; ports autonomes, frais généraux (1986-1993) ; taxe passagers, application de l'article 124 de la loi de finances pour l'année 1991 sur l'institution des péages dans les régions et ports maritimes (1992-1994).

1985-1995

B-0070510/1

Port du Havre (1981-1992) ; Port de Marseille, participation au capital de la société Gypsis (1990-1994) ; création d'une ligne régulière entre Bordeaux et Portsmouth (1995) ; bilan des ports de pêche (1989-1992) ; port de Brest (1983-1994) ; ports corses (1985-1993) ; port de Dieppe (1986-1989) ; port de La Rochelle (1986-1993) ; port de Lorient (1986-1994) ; port de Bayonne (1986-1987) ; port de Saint-Malo (1987-1994) ; port de Saint-Nazaire (1992) ; port de Toulon (1993) ; port de Boulogne-sur-mer (1994) ; ports d'Outre-mer (1988-1994).

1981-1995

B-0070513/1

Procédure budgétaire, affectation d'autorisation de programme pour le port de Douarnenez (1985) ; fonds de concours, modification d'imputation de fonds de concours (1990-1991) ; chapitre 64.36, subventions à la construction et à la modernisation des navires de pêche (1991) ; rétablissements de crédits, ch 63.35 (1985-1987) ; arrêtés portant transferts de crédits (1992-1993) ; décret de dépenses accidentelles au profit du budget de la mer, ch 35.33 (1994).

1985-1994

B-0070514/1

Groupement d'intérêt économique (GIE), société Transmanche (1983-1994) ; tarifs des ports non autonomes de la compétence de l'état (1985-1986) ; zones franches (1985-1988) ; problèmes généraux, documentation générale (1988) ; statuts des courtiers maritimes (1988) ; société française d'études et de réalisations maritimes portuaires et navales (SOFREMER) (1989-1993) ; zones de remplissage, Dunkerque, Rouen, (1989-1991) ; réglementation, code des ports maritimes (1989-1993) ; périmètres de cessibilité (1990-1992) ; projet de loi portant modification de la loi du 6 septembre 1947 sur la manutention portuaire (1991-1992) ; loi sur les dockers (1992-1993) ; programme d'investissement sur l'extension du terminal à passagers de Marseille-Est ; remboursements des frais de mission des présidents et des membres des conseils

d'administration des ports autonomes (1994) ; nominations au sein des ports autonomes (1994).

1983-1994

B-0070518/1 – B-0070523/1

Transport maritime.

1982-1994

B-0070518/1

Établissement national des invalides de la marine (ENIM) (1986-1995) ; projet de loi modifiant la loi n°67-5 du 3 janvier 1967 portant statut et autres bâtiments de mer ; projet d'arrêté fixant le taux des droits de délivrance du brevet de patron à la plaisance (1991) ; conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques (1987-1994) ; centre de responsabilité et centre administratif des affaires maritimes (1989-1992) ; conservatoire national du patrimoine maritime, promotion de la culture maritime (1992-1993) ; commission interministérielle tripartite des transports maritimes pétroliers (CITTMP) (1990) ; attribution d'une aide à l'investissement pour le pétrolier Provence (1994).

1986-1994

B-0070519/1

Flotte, mesures sociales, cessation anticipée d'activité (1985-1994) ; dégrèvement de 66 % de la taxe professionnelle pour les armateurs de commerce (1986) ; taxe professionnelle, fiscalité (1987-1991) ; allègement des cotisations en charge (1993) ; cotisations patronales à l'ENIM (1993-1994).

1985-1994

B-0070520/1

Armement naval, bonifications d'intérêt, gestion du régime d'aide au financement des investissements des entreprises françaises d'armement au commerce (1982-1990) ; circulaire relative au versement d'une subvention destinée à alléger la taxe professionnelle maritime (1987-1988) ; aide à la consolidation des entreprises françaises de transport maritime (ACOMO) (1990-1994) ; situation et perspectives de la marine marchande française : rapport Lathière (1986) ; rapport Belin-Gisserot (1986) ; réforme du plan pluriannuel de soutien à la marine marchande, anticipation des conditions du registre euros ; aide à la flotte, aides à l'investissement, aides structurelles (1987-1991) ; plan de soutien à la marine marchande pour la période 1995-1999, projet de relevé de décisions (1994) ; rapport Le Drian sur l'avenir de la marine marchande (1994).

1982-1994

B-0070521/1

Procédure budgétaire. - Compagnie Générale Maritime (CGM), Compagnie Générale Maritime et Financière (CGMF) : travaux préparatoires aux réunions du FDES, procès-verbaux des réunions (1988-1994).

1988-1994

B-0070522/1

Compagnie générale maritime et financière (CGMF), compagnie générale maritime (CGM), perspectives, projet de loi de finances pour l'année 1990 ; fiche d'arbitrage (1988-1989) ; participation de l'État au coût des désengagements d'effectifs du personnel sédentaire (1989) ; dotation en capital de la CGM et de la CGMF : notes de conjoncture, évaluation des scénarios (1989-1994).

1989-1994

B-0070522/2

Compagnie générale maritime (CGM), plan social (1986-1994) ; plan d'entreprise CGM 1989-1993 (1988-1994) ; situation et perspectives (1991-1994) ; Atlantique-développement, affaire Barigo (1992) ; Union navale (1985) ; bateau Marion Dufresne 2 (1992).

B-0070523/1

Compagnie générale maritime et financière (CGMF), compagnie générale maritime (CGM), conseils d'administrations : notes de la Direction du Budget, compte rendu, nominations (1984-1994) ; compagnie Marseillaise de navigation (CMN) (1981-1990) ; filialisation du groupe CGM, plan de filialisation (1992-1993) ; rapprochement CGM et Scac-Delmas-Vieljeux (1993) ; société nationale corse méditerranée (1982-1994).

1982-1994